

L'alliance opportuniste de Vladimir Poutine et George W. Bush

Youri Levada* et Marie Mendras**

L'opinion publique russe après le 11 septembre 2001

LA REACTION spontanée en Russie face aux actes terroristes du 11 septembre 2001 diffère peu de celle du monde occidental. Au cours d'un sondage effectué quelque temps après (septembre 2001, échantillon de 1 600 personnes), les Russes ont décrit de la façon suivante les sentiments éprouvés à l'annonce de cet événement :

				en %
Compassion	54	Satisfaction	5	
Indignation	38	Aucun sentiment particulier	4	
Inquiétude	34	Sans opinion	1	
Peur	26	N'étaient pas au courant	0	
Consternation	13			

80 % des personnes interrogées ont reconnu que les événements du 11 septembre concernaient non seulement les États-Unis mais aussi le monde entier. Il est vrai que l'évolution ultérieure de l'opinion russe a montré qu'une telle répartition des attitudes reflétait un élan éphémère d'émotions « globalistes » plutôt qu'un tournant vers

* Sociologue, dirige le Centre russe d'étude de l'opinion publique, TsIOM, à Moscou, et la revue *Monitoring de l'opinion publique* ; a créé ce premier institut de sondage en 1987 avec Tatiana Zaslavskaja, et a joué un rôle essentiel dans le développement de la sociologie en URSS depuis les années 1960 ; auteur de *L'Homme soviétique ordinaire*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1993.

** CERL. Dernier article paru dans *Esprit* : « Vladimir Poutine dans l'impasse tchéchène », *Esprit*, mars-avril 2001.

une nouvelle appréhension des problèmes mondiaux. Par ailleurs, la moitié des questionnés étaient assez d'accord pour dire que « les Américains avaient reçu ce qu'ils méritaient », devant éprouver un peu des tragédies par lesquelles sont passés en leur temps les habitants d'Hiroshima, du Viêt-nam, de la Yougoslavie et d'autres pays bombardés par les Américains (42 % n'ont pas approuvé cette comparaison). On peut interpréter ces réactions comme le reliquat d'un vieux fonds de sentiments complexes à l'égard des États-Unis : méfiance, dépit, jalousie, crainte... Les jugements portés sur le 11 septembre contenaient ainsi, dès le début, une dose de malveillance latente qui s'est manifestée ouvertement les mois suivants.

Succès ou échec des opérations en Afghanistan ?

L'opinion russe a été dès l'abord réservée et parfois même assez critique sur les actions des États-Unis dans le cadre de « la guerre contre le terrorisme », surtout en Afghanistan. Les Russes étaient nombreux à craindre une déstabilisation de la situation en Asie centrale (72 %) et en conséquence, des flux de réfugiés en Russie (85 %) ou de nouveaux actes de terreur y compris en Russie (80 %). Ce sont ces appréhensions qui expliquent aussi les espoirs de 86 % des personnes interrogées selon lesquelles, dans la lutte contre le terrorisme, « les Américains feront preuve de sagesse et non de force », autrement dit, sauront éviter de grandes opérations militaires.

On mentionnait aussi souvent la menace de l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale (au lendemain des événements, elle paraissait réelle à 73 % des sondés). Dans l'imaginaire des Russes, les scénarios les plus vraisemblables d'une nouvelle guerre mondiale sont perçus, soit comme une alliance des États-Unis, de la Russie et d'autres pays contre « le monde musulman » (29 %), soit comme une action des États-Unis et de leurs alliés contre les pays musulmans, la Russie restant à l'écart (26 %, sondage de novembre 2001). Fait notable, le scénario d'une guerre de la Russie contre le bloc occidental semble avoir disparu des esprits.

Mais l'opinion la plus fréquente en Russie à l'automne 2001 était que des opérations militaires à grande échelle seraient moins efficaces que des actions ciblées effectuées par les services spéciaux. Le souvenir de l'échec de l'expédition militaire soviétique dans ce pays influait certainement sur l'évaluation générale des opérations afghanes. La plus grande partie des sondés se prononçait catégoriquement contre toute participation des forces russes en Afghanistan. En octobre 2001, 47 % (contre 41 %) soutenaient l'opération en Afghanistan, 57 % (contre 26 %) souhaitaient son succès, mais pas plus d'un tiers (34 % contre 45 %) y croyaient. L'idée qu'on ne pouvait éviter un grand

nombre de victimes parmi la population civile afghane était très répandue. Il est vrai qu'après l'élimination assez rapide du régime des talibans, l'idée d'un succès de l'opération s'est imposée pour un temps. Par la suite, est revenu au premier plan un scepticisme dû au fait (reconnu d'ailleurs par la plupart des sondés américains à la même époque) que les organisateurs présumés des attentats du 11 septembre n'avaient pas été mis hors d'état de nuire. On sait que, ces derniers mois, les autorités américaines ont commencé à mettre en doute la participation directe d'Oussama Ben Laden aux attentats. Allant dans ce sens, dès les premières semaines de l'après-11 septembre, seuls 12 % des Russes estimaient que l'élimination de Ben Laden réduirait l'éventualité de pareilles actions terroristes alors que 75 % craignaient de voir se renforcer cette éventualité.

Le choix du président Poutine

Le président russe a été l'un des premiers chefs d'État à avoir exprimé le 11 septembre sa compassion et son plein soutien à George W. Bush. Presque aussitôt, furent réglées la question du survol du territoire russe par les avions américains ainsi que la création de bases américaines dans les pays de l'Asie centrale. La participation de la Russie à la « guerre contre le terrorisme » s'est limitée, à proprement parler, à ces deux mesures.

La réaction de Vladimir Poutine n'a pas seulement été dictée par une solidarité spontanée mais aussi par la volonté de renforcer la position russe au sein du G 8. Pour Poutine, le seul choix était de prendre part à la coalition conduite par les États-Unis ou d'en rester à l'écart. La première solution promettait un gain au plan politique et personnel, donnait quelques espoirs d'alléger les obligations financières extérieures et d'influencer l'opinion internationale sur la campagne tchéchène. La seconde variante ne pouvait apporter que des inconvénients – isolement international et renforcement possible des forces anti-occidentales traditionnelles (en particulier l'opposition communiste) en Russie. En réalité, Poutine n'a « reconnu » que ce qu'il était impossible de ne pas reconnaître, autrement dit, ce qui ne dépendait plus de lui : les bases américaines en Ouzbékistan et au Kirghizstan (tout comme, ces derniers temps, par exemple, le droit des pays Baltes à adhérer à l'Otan).

Les mesures prises par les États-Unis et de nombreux autres pays occidentaux renforçant les contrôles dans les aéroports, pratiquant des fouilles minutieuses des bagages, ainsi que les propositions de mettre sur écoute les téléphones des suspects ou même de charger les services secrets d'éliminer les terroristes supposés ont été approuvés par l'opinion russe. La priorité donnée à l'ordre public sur les droits et les libertés privées, si naturelle aux Russes, semblait ainsi confirmée.

Le facteur tchéchène

Sous une forme plus ou moins voilée, la proposition d'un « échange » du soutien russe aux États-Unis dans la lutte contre le terrorisme d'Al-Qaida contre le soutien américain à la Russie dans son opération tchéchène a été avancée à maintes reprises depuis le premier message de Poutine à Bush.

En novembre 2001, 39 % des sondés estimaient que, si la Russie poursuivait sa politique de rapprochement avec l'Occident, elle pouvait obtenir des conditions avantageuses dans le remboursement de ses dettes ; 48 %, qu'elle obtiendrait une aide économique des pays occidentaux ; 55 %, que les pays occidentaux se montreraient « plus tolérants » à l'égard des actions russes en Tchétchénie ; et 62 %, que les pays occidentaux reconnaîtraient les combattants tchéchènes comme appartenant au « terrorisme international ». Au début, les tentatives d'assimiler les opérations militaires en Tchétchénie à la lutte contre le « terrorisme international » ont exercé une certaine influence sur l'opinion : en octobre 2001, le nombre des partisans de la poursuite de ces opérations a augmenté et la part de ses adversaires s'est réduite. Mais deux à trois mois plus tard, la répartition des opinions est revenue aux anciens indices (autrement dit, à une prédominance considérable, de 2 contre 1, des partisans de pourparlers pacifiques avec les indépendantistes tchéchènes).

La bataille autour de la politique pro-américaine du président

Dans l'ensemble, le soutien de Poutine aux actions américaines contre les terroristes a reçu l'approbation du pays. Mais cette approbation était naturellement loin d'être unanime. Les divergences entre les positions du président, des élites et des médias sont devenues visibles à l'opinion publique dès novembre 2002. Par exemple, les opérations des alliés en Afghanistan ont été couvertes de façon très critique par la presse russe, où il était surtout question d'échecs, d'erreurs, de victimes civiles, etc. Les commentaires des élites politiques et des représentants du commandement militaire étaient également plus que réservés. Dans ce même sens, plus de la moitié des sondés se sont maintes fois indignés de voir les forces militaires américaines s'installer dans les pays d'Asie centrale.

Malgré l'autorité très élevée dont jouit le président, s'est largement répandue l'idée que Poutine aurait fait d'importantes concessions injustifiées aux États-Unis. En juin 2002, 76 % des sondés pensaient qu'il devait adopter une attitude plus prudente envers l'Occident.

À en juger par certaines publications, Poutine se serait heurté, dès la fin de 2001, à une résistance face à sa politique proaméricaine de la part de militaires haut placés. Il se peut que la nouvelle promotion à des postes d'État d'anciens collègues du directeur des services de sécurité (FSB) ait été la réponse à une telle résistance. On peut supposer aussi que la relance de procès pour « espionnage » américain dans plusieurs villes russes, la série d'attaques sur l'action des diplomates américains en Russie, enfin, la campagne hystérique anti-américaine autour de l'Olympiade d'hiver (contestation des arbitrages américains dans certaines disciplines sportives) et le « scandale » monté autour de l'importation de cuisses de poulets américains en Russie sont liés à des tentatives de pression sur la politique de rapprochement avec les États-Unis voulue par Poutine. Par son ton, son style et sa parfaite organisation, cette campagne, qui a exercé une forte impression – et n'a pas encore tout à fait perdu de son effet sur l'opinion –, reproduisait les pires modèles de désinformation de la guerre froide. Pourtant, dès que Vladimir Poutine a dénoncé cette campagne anti-américaine, elle a presque cessé du jour au lendemain.

Les démocrates de Russie, quant à eux, n'ont pas hésité à soutenir le « tournant américain » pris par Poutine, y voyant une volonté de démocratiser la société à l'occidentale. Mais très vite, il est apparu que cette démarche avait un tout autre objectif. L'unité de vue proclamée des présidents russe et américain sur la guerre contre le terrorisme a donné l'impression d'un renforcement considérable de l'autorité internationale de la Russie. Et c'est justement sur ce créneau précis que l'opinion publique estime son président le plus efficace. La hausse de l'indice d'approbation de l'activité du gouvernement Poutine (qui a atteint 75 % au printemps 2002) a été utilisée par le président et son entourage pour renforcer leurs propres positions politiques et parlementaires. C'est à cela que tendait une série d'intrigues politiciennes qui ont considérablement affaibli l'influence des communistes à la Douma. Ce ne sont pas les démocrates qui ont remporté là une bataille sur les communistes mais le « Centre », l'administration présidentielle. Et il va sans dire que cela n'a amélioré en rien la liberté de la presse.

Qu'est-ce qui rapproche ou sépare Russes et Américains ?

En mai 2002, un sondage a cherché à élucider les idées qu'ont les Russes de ce qui rapproche ou éloigne la Russie des États-Unis. Voici les résultats de ce sondage (en pourcentage), tout d'abord sur ce qui rapproche les uns et les autres.

L'alliance opportuniste de Vladimir Poutine et George W. Bush

	en %
Lutte commune contre le terrorisme international	51
Commerce mutuellement avantageux	28
Activité pacificatrice	18
Contacts personnels entre citoyens	18
Échange scientifique et technique	16
Lutte avec les maladies et protection de l'environnement	15
Musique, cinéma, style de vie des jeunes	9
Volonté d'une croissance économique et de l'élévation du bien-être de la population	8
Valeurs de la société démocratique libre	7
Volonté de maintenir et d'enrichir les valeurs de la civilisation moderne	5
Autres	1
Rien ne nous rapproche	10
Sans opinion	8

Et voici, selon les Russes, ce qui éloigne le plus les deux sociétés.

	en %
Attitude hautaine des Américains envers les autres pays et peuples	38
Volonté des autorités américaines d'étendre leur pouvoir et leur contrôle sur le monde entier	36
Refus des autorités américaines de tenir compte des intérêts des autres pays	32
Tentatives des Américains de défendre leurs propres intérêts dans les différentes parties du monde par la « force du gourdin »	26
Trop grande différence entre les niveaux économiques et la puissance militaire des deux pays	25
Refus des États-Unis, malgré leur richesse, d'aider sérieusement les pays pauvres	11
Médiocrité de la culture américaine, pornographie	11
Héritage de la « guerre froide », notre propre isolement du monde entier	10
Jalousie et méfiance réciproques, incapacité de part et d'autre de coopérer avec les pays et peuples étrangers	7
Politique antirusse du gouvernement actuel des États-Unis	6
Incompatibilité des intérêts nationaux des deux pays. Méfiance réciproque et incompréhension	6
Autres	1
Rien ne nous sépare...	3
Sans opinion	9

Ainsi, seuls 10 % estiment que « rien ne rapproche » la Russie des États-Unis ; 3 %, jugent que « rien ne nous sépare ». Le facteur principal de rapprochement s'avère l'activité antiterroriste commune (51 %), les valeurs les plus rarement mentionnées étant celles de la

démocratie (7 %) et de la civilisation (5 %). En moyenne position viennent le commerce, la science, le bien-être. Ce qui nous sépare avant tout, c'est l'attitude des autorités américaines à l'égard des autres pays, la politique du « gourdin ». On se réfère plutôt rarement à « l'incompatibilité des intérêts » tout comme aux facteurs liés aux défauts russes. On estime et on condamne dans une même mesure (10-11 %) la culture de masse des Américains. Dans l'ensemble, on constate que, dans l'esprit des Russes, il est rare de voir apparaître des contradictions insurmontables entre les deux pays. Mais encore plus rarement sont mentionnés les intérêts et valeurs en commun, ce qui témoigne encore de l'absence de rapprochement de la société russe vers la société américaine. Nous en sommes pour le moment bien loin.

Il y a un an, la presse et l'opinion publique russes répétaient à l'envi les prévisions apocalyptiques sur la fin de l'« ancien » ordre du monde (des journaux moscovites sérieux accompagnaient les photos des tours en feu de New York de gros titres du genre « Armageddon »). Un an plus tard, la façon d'envisager cette situation est tout à fait différente. Le climat de panique n'existe plus, rares sont ceux qui estiment qu'Al-Qaida ou toute autre organisation du même genre seraient capables de faire fléchir une hyperpuissance comme les États-Unis ou de mettre à mal l'ordre mondial actuel. Mais le monde n'a pas changé du tout au tout, l'avènement d'une nouvelle ère n'a pas eu lieu.

Voici comment en février 2002, à peine six mois après les événements du 11 septembre 2001, les citoyens de Russie ont évalué les changements qui se sont produits dans le monde.

en %

	s'est accru(e)	n'a pas changé	s'est réduit(e)
Le rapprochement de la Russie et des États-Unis	16	46	28
La menace de répétition des actes de terrorisme	36	45	10
Le danger d'une guerre mondiale	37	39	9

Il faut préciser que ces résultats pessimistes ont été obtenus en pleine campagne antiaméricaine, dont les incidents à l'Olympiade étaient le prétexte. Dans une situation plus calme, en mai 2002, après la rencontre de Vladimir Poutine et de George W. Bush à Saint-Pétersbourg, 53 % (contre 36 %) estimaient que, depuis septembre 2001, les relations entre les deux pays s'étaient améliorées. On le voit, il faudra du temps pour que l'opinion publique russe puisse évacuer ses réflexes de confrontation Est-Ouest hérités de la guerre froide et parvenir à des comportements indiquant des relations « nor-

males », non dépourvues de discussions et de concurrence, mais pleinement intégrées au cadre occidental.

À la fin de l'année 2001, Dimitri Fourman a clairement montré dans le journal *Obtchaia Gazeta* (qui, hélas ! n'existe plus) qu'il importe de distinguer le rapprochement « au sommet » entre leaders politiques de la Russie et de l'Occident, inévitablement limité mais ostensible à bien des égards, lié au jeu des intérêts et des fluctuations de la conjoncture politique, et le rapprochement réel au plan de la société, des valeurs communes, du mode de vie et des attitudes. Pour un véritable rapprochement en profondeur, il faudra du temps, sans doute l'espace de quelques générations, et que soient surmontés bien des obstacles, y compris ceux des préjugés et des stéréotypes nationaux.

Youri Levada

(traduit du russe par Marina Vichnevskaja)

La Russie, l'Amérique, le terrorisme

LE 11 SEPTEMBRE 2001, l'Amérique, l'hyperpuissance protégée, était touchée et aucune barrière, aucune défense n'avait arrêté les terroristes. La menace était nouvelle, par son ampleur comme par son caractère dénationalisé, déterritorialisé et sans autre objectif qu'idéologique. L'effet de surprise en Russie a peut-être été encore plus fort que dans certains pays d'Europe où l'on connaît depuis les années 1970 l'angoisse des attentats aveugles en pleine ville. Pourtant, pour les Russes comme pour nous, une fois le choc surmonté, l'événement n'a pas bouleversé les stratégies nationales. Il n'est considérable que parce que l'Amérique en est la victime et engage le monde entier dans une lutte qu'elle appelle guerre contre le terrorisme.

La politique du président Poutine a-t-elle été profondément transformée par le 11 septembre ? Les Russes ont-ils révisé leurs perceptions, leurs attitudes depuis cet attentat ? L'amalgame immédiatement établi entre Ben Laden et les combattants tchéchènes donne-t-il au gouvernement Poutine une stratégie plus efficace pour « reprendre le contrôle » de la république sécessionniste ? Les relations russo-américaines prennent-elles vraiment une nouvelle force, adoptent-elles un nouveau contenu ?

Les Russes découvrent le terrorisme

Le terrorisme fait d'autant plus peur en Russie qu'il est un phénomène récent, difficilement prévisible et contre lequel les institutions russes ne sont pas préparées. Les précédents actes terroristes, dirigés contre le tsar, remontent à la fin du XIX^e siècle. Les horreurs de la

guerre civile et de Staline n'ont jamais été qualifiées de « terrorisme ». C'était la Terreur, interne et fratricide. Le suffixe en « isme » change profondément la nature d'un phénomène qui devient diffus, insaisissable.

Il est frappant de noter que le *Dictionnaire encyclopédique* soviétique de 1979 n'a d'autre entrée que « Terror », nom d'un volcan éteint dans l'Antarctique découvert en 1836, et « Acte terroriste », crime contre l'État, contre les dirigeants soviétiques, ou étrangers. Pourtant, le terrorisme faisait alors partie de l'actualité politique en France, en Italie, en Allemagne, au Moyen-Orient. L'idéologie officielle produisait un profond fossé entre les réalités soviétiques et le monde extérieur, fait d'ignorance et de désinformation. Le *Dictionnaire de politique* de 1993 a une simple entrée « Terreur » avec un paragraphe consacré à l'acte terroriste. C'est avec la guerre en Tchétchénie, les quelques attentats à la bombe en Russie, et l'intensification de l'intifada palestinienne que le terme entre dans le vocabulaire courant des autorités russes. Le phénomène est donc venu de l'extérieur pour être ensuite « assimilé » à des réalités nationales, par exemple la résistance des Tchétchènes à l'occupation militaire russe.

Les Russes ont vécu le 11 septembre comme un traumatisme du « monde civilisé ». Civilisé, en russe, est aujourd'hui quasiment synonyme d'occidental. Le président Poutine, à l'instar de l'ensemble de l'élite dirigeante, emploie ce terme pour qualifier une situation ou un processus positif, allant dans le sens du progrès. Les bonnes mœurs internationales émanent de normes essentiellement européennes et américaines. Les nouveaux barbares sont les terroristes et aucune hésitation n'était possible le jour du 11 septembre : la Russie condamnait fermement les actes terroristes et affirmait par là son appartenance au monde civilisé. La population a eu le même réflexe que son président : horreur, condamnation, compassion. Il ne pouvait être question de rester indifférent ou d'émettre le moindre doute sur l'illégitimité totale des attentats. Bien sûr, les Russes ont aussi ressenti le lâche soulagement que la victime soit l'Amérique, si longtemps préservée sur son sol des bouleversements du monde. Cependant, les sondages analysés par Youri Levada montrent bien que la compassion et le rejet de telles violences dominaient la réaction des Russes.

La vision duale d'un monde partagé entre les bons et les méchants reste un trait fondamental de l'appréhension russe. Le monde est traversé par des oppositions irréductibles entre ceux qui choisissent le progrès – depuis la fin du communisme et de l'URSS, le progrès ne se décline qu'en critères occidentaux – et ceux qui restent hors de la civilisation de progrès et, surtout, ceux qui combattent cette civilisation.

Les thèses de Samuel Huntington ont eu une résonance incomparable en Russie car elles se fondaient sur des modèles dichotomiques, en blanc et noir. Ce n'était pas tant la menace islamique que l'idée d'opposition irréductible entre des univers séparés qui avait attiré l'attention des élites russes. Pendant des décennies, l'idéologie soviétique s'était structurée autour de la lutte contre l'Ennemi capitaliste dans un monde d'après-guerre coupé en deux blocs. Cette doctrine reflétait et entretenait une façon de penser. Réfléchir à des alternatives plurielles, nuancées, complexes, n'est pas encore une habitude. D'ailleurs, rares sont ceux en Russie qui critiquent un chef pour avoir tranché dans le vif un problème. Vladimir Poutine a pu s'assurer le soutien de l'opinion russe pour relancer la guerre en Tchétchénie parce qu'il promettait de régler la question pour de bon, et qu'on y mettrait les moyens qu'il fallait. Quand il appelle le président Bush le 11 septembre pour l'assurer de l'entière solidarité de la Russie, il est suivi par l'opinion. Les réticences à apporter un soutien sans condition à l'offensive américaine s'expriment plutôt à l'intérieur des cercles dirigeants.

Or, le consensus autour de l'aide à la coalition antiterroriste s'effrite au bout de quelques mois, dès l'hiver et la fin de la campagne militaire en Afghanistan. La population s'interroge désormais sur les conséquences de la politique américaine, comme elle s'interroge sur les perspectives d'un conflit en Tchétchénie qui dure depuis des années. Si la résolution du problème échoue, l'opinion révisera son jugement premier sur le bien-fondé de la décision.

La tactique de l'amalgame

Le 11 septembre, Poutine a défini sa tactique sans hésiter. Il suivra l'Amérique, le monde civilisé, et renforcera son argumentation par un jeu d'amalgame que peu d'observateurs dénonceront, en Russie comme à l'étranger : n'avait-il pas averti à maintes reprises de la menace fondamentaliste ? N'avait-il pas été pionnier dans la lutte en s'attaquant de front aux « terroristes tchéchènes » ? Il joue même de la connaissance particulière qu'a la Russie de l'Afghanistan puisque l'Armée Rouge y a combattu de 1979 à 1988. Il insiste aussi sur les remparts au fondamentalisme que sont les régimes politiques dans les républiques d'Asie centrale, régimes qui, dans l'ensemble, ne tolèrent pas d'opposition.

Pour les Russes, la préoccupation est d'abord la crainte d'attentats. Quand ils ont vu sur leur écran de télévision s'effondrer les tours jumelles, ils y ont spontanément associé une autre image : la destruction de deux immeubles dans la banlieue de Moscou en septembre 1999. Ces explosions avaient été immédiatement imputées aux

Tchéchènes mais cette hypothèse n'a jamais été prouvée, aucune enquête sérieuse n'a été menée. Depuis la diffusion du film commandité par le financier en disgrâce, Boris Berezovski, qui dénonce l'implication des services secrets russes dans ces attentats, le doute s'est installé au sein de la population. Le Kremlin aurait-il aiguisé les sentiments antitchéchènes et la peur des attentats pour mieux faire accepter la reprise des opérations militaires en septembre 1999 ?

Quoi qu'il en soit, les deux chocs – celui de Moscou en 1999, celui de New York en 2001 – ont convaincu les Russes que le terrorisme faisait bien partie de leur réalité. Les deux questions qui s'ensuivaient étaient : serons-nous menacés à l'avenir ? que peut faire l'État contre ce danger ? Le président Poutine a habilement répondu à ces inquiétudes, au moins dans un premier temps.

Il a d'abord joué sur l'amalgame entre Al-Qaïda et les combattants tchéchènes. Il a également adhéré au slogan de « guerre contre le terrorisme », guerre totale et illimitée dans le temps et l'espace, qui permettait de traiter dans une même légitimité la lutte contre les sécessionnistes tchéchènes et le combat contre Ben Laden, les talibans et tous les réseaux extrémistes islamistes.

Esprit a régulièrement publié sur la première et la seconde guerre russe en Tchétchénie¹. Il n'y a pas lieu ici de reprendre tous les arguments qui invalident la version officielle du Kremlin. L'analyse est connue : la petite république du Nord-Caucase, insérée dans la Fédération de Russie, déclare unilatéralement son indépendance en 1991. Ni le gouvernement, ni la société tchéchène n'ont menacé ou attaqué la Russie avant le déclenchement des hostilités par Moscou en décembre 1994. Aucun acte de déstabilisation n'avait été conduit par des indépendantistes tchéchènes sur le territoire de la Fédération de Russie entre 1991 et 1994. Moscou refusait la sécession de la république caucasienne et avait pris la décision funeste de mettre fin à cette volonté par la force. L'armée est défaite et se retire à l'automne 1996.

La Tchétchénie est largement détruite et déstabilisée, des dizaines de milliers de civils sont morts et des centaines de milliers de réfugiés ont quitté le pays. Le trouble règne, violences et prises d'otage se succèdent et aucune aide à la reconstruction ne se met en place. À l'été 1999, les autorités russes privilégient de nouveau un recours à la force militaire. La situation politique, économique et sociale en Russie est alors particulièrement difficile. La fin de règne de Boris Eltsine, le krach financier de 1998 et les scandales de corruption au

1. Voir, notamment, Marie Mendras, « Vladimir Poutine dans l'impasse tchéchène », *Esprit*, mars-avril 2001 ; l'ensemble « Regards russes sur la guerre en Tchétchénie », *Esprit*, janvier 2000 ; et Marie Bennigsen Broxup, « Deuxième printemps de guerre en Tchétchénie », *Esprit*, juillet 1996.

sommet de l'État créent un climat d'instabilité. C'est dans ce contexte que la mise en avant du dauphin, le chef du FSB Vladimir Poutine, et la volonté de revanche contre les Tchétchènes prennent forme. La guerre du Kosovo fournit un argument supplémentaire : l'Amérique et l'Otan répondent par la force armée à l'insécurité dans les Balkans, la Russie fera de même dans le Caucase.

La tragédie tchétchène n'a rien de commun avec le drame du 11 septembre. Ni la présence de membres d'Al-Qaida en Tchétchénie, ni la présence de Tchétchènes dans les rangs d'Al-Qaida n'ont été étayées. Pourtant, Poutine n'hésite pas à forcer le trait. Dans ses discours à Moscou le 24 mai en présence de George Bush et en Italie le 28 mai 2002, il cite à la suite des événements qu'il est aberrant de comparer : le drame du 11 septembre, la Seconde Guerre mondiale et l'attentat à la bombe à Kaspiisk, petite ville du Daghestan (république voisine de la Tchétchénie), le 9 mai 2002, qui a fait de nombreuses victimes au sein d'une fanfare militaire et du public. L'association de ces attentats avec « la grande guerre patriotique » et la lutte contre le nazisme est troublante. Par-delà l'effet recherché de dramatisation, une explication possible à cet amalgame est que l'invasion de l'URSS par les troupes allemandes en 1941 a mis Staline devant un choix imposé : s'allier avec les États démocratiques contre Hitler. Poutine exprime une même absence d'alternative en septembre 2001. Contre les barbares, la Russie n'a d'autre choix que le « monde civilisé ».

En agitant les menaces et en diabolisant le danger islamiste, le président russe a attisé le sentiment que le monde n'est pas sûr. En ravivant le thème de la « menace du Sud » et en assimilant les populations tchétchènes au terrorisme international, il a brouillé la compréhension de la situation et des perspectives de résolution. Il joue sur deux tableaux contradictoires. D'un côté, il entretient l'idée d'un monde où l'insécurité grandit. Ce faisant, il accroît chez ses concitoyens un sentiment de danger venant de l'extérieur et renforce les tendances au repli sur soi. De l'autre, il défend une politique étrangère d'engagement auprès des pays occidentaux et de participation des États ex-soviétiques, en particulier l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, tous des pays « du Sud » et « musulmans », donc vus par les Russes comme potentiellement déstabilisateurs.

Pourquoi entraîner la Russie dans des conflits et des prises de position qui peuvent apporter des menaces de représailles et entretenir l'insécurité aux frontières de la Russie ? Les réticences déjà très fortes de la Russie à l'égard de la globalisation s'en trouvent aiguës. Les sondages montrent bien combien la mondialisation est associée dans le public à des évolutions incontrôlables et à une perte de sécurité. Mondialisation devient d'ailleurs synonyme d'occidentalisa-

tion, ce qui explique la désaffection croissante des Russes à l'égard de l'Otan et même de l'Union européenne, institutions perçues comme les moteurs d'une perte de souveraineté des États et réduisant la marge de manœuvre de la Russie sur ses voisins². Alors que, dans les pays européens, les institutions multinationales et la négociation multilatérale ont gagné leur réputation de vecteurs de sécurité, en Russie, elles sont vues avec méfiance, comme servant les intérêts d'autres États qui imposent ainsi leurs choix de sécurité. Les Russes ne perçoivent pas l'Otan comme une organisation menaçant la Russie mais ils ne la voient pas non plus comme favorisant la sécurité de leur pays.

Plus déconcertantes encore est l'exacerbation de la « menace tchéchène » alors que le Kremlin ne propose aucune politique pour trouver une issue au conflit. Il est désormais clair que la coalition antiterroriste menée par les États-Unis ne peut avoir aucun impact sur la situation au Nord-Caucase. Les autorités russes restent empêtrées dans un conflit dont elles ne peuvent sortir gagnantes alors que les Américains s'appuient sur leur victoire incontestable sur les talibans à l'hiver 2001 pour justifier la poursuite éventuelle d'actions répressives ailleurs.

Un effet moins connu mais très important de la propagande anti-tchéchène est la montée d'une xénophobie contre les peuples musulmans du Caucase et, plus largement, « du Sud ». L'hostilité à l'encontre des Azéris est sensible, par exemple. Le rempart idéologique de l'amitié des peuples de l'URSS et de la fusion des nations n'existe plus, libérant ainsi les rejets et les craintes de l'Autre.

Les démographes soulignent la nécessité impérieuse de favoriser l'immigration en Russie, en particulier l'installation d'anciens citoyens soviétiques. Les données démographiques montrent en effet un déclin rapide de la population russe, résultant de la conjonction d'une faible fécondité et d'un taux de mortalité élevé. La baisse nette de population – de plus de 750 000 personnes par an – ne peut être endiguée à court et moyen termes que par l'immigration. Le président Poutine accepte ce diagnostic que lui ont présenté les experts. Cependant, le gouvernement tarde à mettre en œuvre des dispositifs attractifs et continue à alimenter les jugements négatifs envers les populations du Sud. Pour surmonter cette contradiction, le Kremlin mise sur l'opposition traditionnelle entre deux Islams : le bon, modéré, de type soviétique, et le mauvais, fondamentaliste, qui s'est développé dans des pays soutenus par les Américains, comme l'Arabie Saoudite. Mais où classer les Tchétchènes ? En jouant de l'amalgame avec Al-Qaïda, Poutine s'est piégé dans une diabolisation

2. Sur ce point, consulter les sondages du VTsIOM, du FOM et le bulletin *Opinion Analysis*, Washington, Office of Research, Department of State.

du peuple tchéchène. S'ils sont tous des bandits, comment peuvent-ils alors appartenir à la Fédération de Russie ? Dans l'esprit des Russes, les Tchétchènes sont aujourd'hui passés de l'autre côté de la barrière. Ils sont des étrangers et ne font plus partie de la communauté nationale. Mais la contradiction est devenue si criante que le président russe a dû revoir son vocabulaire. Le 24 juin 2002, dans une interview aux médias, il « réhabilite » le Tchétchène de base :

Le peuple tchéchène n'est en rien coupable. C'est la faute du Centre fédéral d'avoir délaissé le peuple tchéchène. Il est clair que la machine gouvernementale n'a pas fonctionné. [...] Nous devons maintenant dissiper l'image de l'ennemi, du terroriste³.

De l'utilité de l'hyperpuissance américaine

Les Russes ne sont pas antiaméricains, nous rappelle Iouri Levada, mais ils ne font pas pour autant confiance à Washington. Ils n'ont pas établi de relation de proximité avec les Américains. Les États-Unis demeurent un pays lointain, largement méconnu et inaccessible. L'Europe paraît en comparaison beaucoup plus proche et moins inquiétante⁴. Ces grandes tendances se confirment depuis le 11 septembre. L'opinion russe réagit parfois fortement à des événements qui font grimper ou au contraire baisser la méfiance à l'égard des États-Unis mais ces à-coups ne modifient pas en profondeur l'état d'esprit.

L'épisode des frappes de l'Otan contre la Serbie au printemps 1999 en est l'exemple le plus marquant. Les médias et les autorités russes ont mené une campagne très dure contre Washington – les frappes étaient présentées comme des frappes américaines – et le public a adhéré à cette campagne antiaméricaine. Quelques semaines plus tard, les esprits s'étaient calmés. Le sort particulier du Kosovo n'intéressait pas les Russes, qui d'ailleurs restèrent assez indifférents à la chute de Milosevic. La réaction aux événements du Kosovo ne peut être comprise sans y associer l'agenda politique interne en Russie. La fin de règne de Boris Eltsine, l'absence de direction en politique étrangère, les frustrations du haut commandement militaire et des services de renseignement russes ont contribué à faire du Kosovo une occasion de relancer le débat sur la sécurité de la Russie – les « concessions » trop nombreuses faites à l'Occident, et les Tchétchènes, sur lesquels il fallait prendre une revanche.

Les frappes de l'Otan ont donc été utilisées pour dénoncer l'arbitraire et l'unilatéralisme américain et aiguïser les fibres patriotiques.

3. Propos recueillis sur le site www.lenta.ru.

4. Voir M. Mendras, "Russia and the West: To Belong or not to Belong?", in Jan Zielonka and Alex Pravda (eds), *Democratic Consolidation in Eastern Europe*, vol. 2, Oxford University Press, 2001, p. 485-510.

L'ascension fulgurante de Vladimir Poutine, alors chef du FSB (ex-KGB), s'inscrit dans ce contexte. La reprise des combats en Tchétchénie juste après la nomination de Poutine au poste de Premier ministre entraine dans un calendrier politique bien calculé. Pourtant, après son élection en mars 2000, le président russe se dégage peu à peu du discours protectionniste et nationaliste et s'engage dans une relance des relations avec les partenaires occidentaux et asiatiques. Il laisse d'autres au sein de l'élite politico-stratégique vociférer contre le diktat américain et mène une stratégie réussie de reconquête de la confiance internationale. Les voyages à Cuba et en Corée du Nord sont anecdotiques. Les choses sérieuses ont lieu dans les capitales occidentales.

Le 11 septembre éclate dans ce contexte de resserrement des liens. Ceux qui ont parlé d'un tournant à cent quatre-vingts degrés de la politique étrangère russe suivaient une grille de lecture erronée, celle établie sur la base de déclarations verbales de responsables militaires et politiques et d'un certain ton anti-occidental, antiglobalisation dans les médias. Pour Vladimir Poutine, rétablir une relation étroite avec le président américain était un objectif majeur depuis l'élection de George W. Bush, et Ben Laden lui en apporte une occasion inespérée.

La relation russo-américaine était assez pauvre depuis le milieu des années 1990. Peu de sujets russes intéressaient Washington en dehors des questions de désarmement et de non-prolifération nucléaire, et de lutte contre les États voyous (certains, comme l'Iran et l'Irak, entretenant des relations commerciales avec la Russie). La coalition antiterroriste permet de faire avancer ces dossiers en concertation avec Moscou. Et comme l'administration Bush ne porte guère d'attention aux problèmes internes de la Russie – Tchétchénie, droits de l'homme, croissance économique, inégalités sociales, environnement... –, le dialogue avec Vladimir Poutine s'en trouve facilité.

Pourquoi le Kremlin se montre-t-il aussi désireux d'un partenariat privilégié avec Washington ? Pourquoi accepte-t-il aussi facilement la présence américaine en Asie centrale et en Géorgie ? Comment expliquer son impatience à signer un nouvel accord de réduction des armements stratégiques avec Bush en mai 2002 ?

La réponse est en partie dans les arguments qui ont été développés plus haut, c'est-à-dire l'appartenance au monde civilisé. Le zèle de Poutine indique aussi que cette politique lui convient, qu'elle lui apporte des bénéfices et lui apparaît comme la plus appropriée. Si l'on regarde la question non plus sous l'angle de la contrainte – Moscou n'aime pas s'aligner sur Washington mais n'a pas le choix –, mais sous l'angle de la préférence – Moscou a intérêt à se positionner ainsi –, alors la stratégie de Poutine s'éclaire.

Faisons l'hypothèse que l'hyperpuissance américaine est un facteur positif pour la Russie et que le président Poutine le voit ainsi. La Russie a perdu les fondements de sa puissance de l'époque soviétique et cette forme de très grande puissance ne reviendra pas. La Russie doit organiser ses forces autrement et se repositionner sur le continent Europe-Asie et dans la relation transatlantique. Or, pour cela, elle a besoin du levier américain.

La Russie n'a pas construit d'alliance régionale, c'est sa plus grande faiblesse et son plus grand échec en politique étrangère depuis l'effondrement de l'URSS. Boris Eltsine et son gouvernement n'ont pas su développer une politique « postcoloniale » productive dans les républiques ex-soviétiques. La Communauté des États indépendants, qui regroupe 12 des 15 anciennes républiques soviétiques (les pays baltes sont hors de la CEI), n'a évolué ni vers un marché économique commun, ni vers une organisation de sécurité régionale. Les liens politiques, économiques et militaires avec ces pays existent mais se traitent essentiellement sur une base bilatérale entre Moscou et chaque capitale. Et ces liens n'ont rien d'exclusif. Quand les Américains ont eu besoin de bases en Ouzbékistan et au Kirghizistan pour la campagne d'Afghanistan, ils avaient déjà une relation directe avec chaque président et n'ont fait qu'informer Moscou de ces accords. Pour l'État russe, il était positif de soutenir une telle démarche car on montrait ainsi avoir créé un environnement régional sûr au sud de la Russie. Moscou avait alors intérêt à mettre en avant ses partenaires d'Asie centrale.

Le manque de talent des Russes à mener des politiques multilatérales les conduit ainsi à favoriser les rapports de puissance à puissance avec les États-Unis. C'est à travers cette relation qu'ils se sentent plus à l'aise pour négocier leur position en Europe, leur partenariat avec l'Otan, leur rôle dans les grands conflits régionaux. Et le fait que les États-Unis soient une puissance bien plus considérable, d'une autre nature, que la puissance « moyenne » qu'est la Russie aujourd'hui, ne contredit pas l'analyse. Au contraire, la Russie peut rehausser son statut par la fonction que lui accordera Washington dans les équilibres actuels. Aucun autre acteur international, ni l'ONU, ni l'Union européenne, ne peut fournir à Moscou cette dynamique de « partenariat au sommet ».

Le revers de la médaille est dans le contenu de la relation russo-américaine. Ce contenu n'a pas fondamentalement changé depuis le 11 septembre, il s'est simplement enrichi d'une meilleure relation entre dirigeants et d'une concertation affichée. Sur le fond, les questions importantes restent mal résolues. Nous ne pouvons ici qu'en rappeler certaines : la question énergétique (production et transport du pétrole, principalement) ; la non-prolifération nucléaire ; les dangers biologiques et chimiques ; le financement des réseaux terro-

ristes ; l'environnement ; les conflits régionaux (Moyen-Orient, Caucase). Sur tous ces sujets, les États-Unis et la Russie n'ont pas les mêmes positions ou bien ne souhaitent pas aborder de front la question. La menace biologique et chimique met la Russie devant ses responsabilités. Elle est en ligne de mire sur le transport et la vente illicite de matières dangereuses, ce qui peut expliquer la modération du président Poutine face à l'offensive de George Bush contre l'« axe du Mal » depuis février 2002. Alors que les États européens s'inquiètent des projets américains contre les États voyous, Poutine ne s'oppose pas à la rhétorique américaine. La politologue russe Lilia Chevtsova remarque :

Poutine est le seul leader mondial qui défend la vision américaine d'une menace fondamentale pour l'humanité. Il n'est pas étonnant qu'il soit plus confortable pour Bush de discuter avec Poutine qu'avec Chirac ou Schroeder, ou même avec les dirigeants de petits États européens qui voient les États-Unis comme l'éléphant dans le magasin de porcelaine. L'Europe n'a pas acheté l'« axe du Mal ». [...] L'Europe et l'Amérique ne partagent pas la même philosophie de la construction d'un nouvel ordre mondial. [...] La coalition antiterroriste ne deviendra pas le fondement de ce nouvel ordre⁵.

L. Chevtsova exprime ce que pensent de nombreux experts et journalistes russes. La doctrine de « l'axe du Mal » a été mal accueillie, interprétée comme un fourre-tout où Bush peut puiser comme il l'entend pour consolider la toute-puissance américaine.

Le décalage entre la position du président Poutine et les élites n'a pas nécessairement grande importance. Les divergences d'analyse ne sont pas à ce jour des dissensions. La position des uns et des autres dépendra de la situation en Tchétchénie, et au Caucase, et aussi de la fragile amélioration économique. Dans la Russie d'aujourd'hui, il est plus aisé de critiquer la politique étrangère, somme toute un enjeu mineur, que les politiques économiques et sociales, préoccupation majeure des Russes au quotidien.

Marie Mendras

5. *Moskovskie Novosti*, n° 22, 11-17 juin 2002.